

Évolutions monétaires à la Guadeloupe au 31 mars 2013

ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

Les principaux indicateurs conjoncturels témoignent d'une nouvelle amélioration de l'économie mondiale au cours du premier trimestre 2013, malgré la persistance de nombreux signes de fragilité.

Selon les projections du Fonds Monétaire International (FMI), la croissance mondiale devrait s'établir à 3,25 % en 2013, après 3,2 % en 2012. L'activité des pays émergents continuerait de s'accélérer, tandis que les pays avancés connaîtraient des rythmes d'évolution divergents. Aux Etats-Unis la croissance atteindrait 1,9 %, soutenue par une demande privée vigoureuse, alors que dans la zone euro l'activité se contracterait de 0,3 %.

D'après les premières estimations d'Eurostat, le PIB de la zone euro s'est replié de 0,2 % au cours du premier trimestre 2013, pénalisé par la consommation des ménages et l'investissement privé. La France a connu une baisse similaire, alors que le PIB allemand a légèrement progressé sur 3 mois (+ 0,1 %).

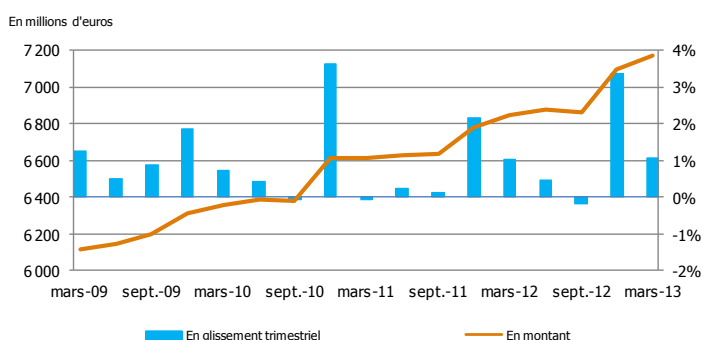
Dans ce contexte, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a décidé lors de sa réunion du 2 mai 2013 d'abaisser le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème de 25 points de base, à 0,5 %, ainsi que celui de la facilité de prêt marginal de 50 points de base, à 1 %. Le taux de la facilité de dépôt est demeuré inchangé à 0 %. Au cours de la conférence de presse qui a suivi, le Président de la BCE a estimé que « les risques entourant les perspectives économiques dans la zone euro demeurent orientés à la baisse », soulignant « la possibilité d'une demande intérieure et d'une demande mondiale encore plus faibles que prévu ».

DES INDICATEURS FINANCIERS QUI S'ESSOUFFLENT EN DÉBUT D'ANNÉE

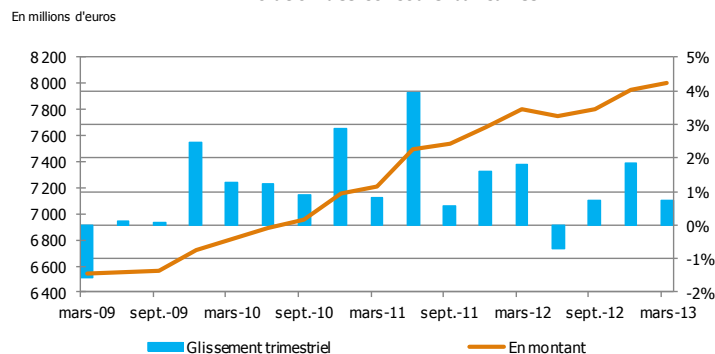
Au premier trimestre 2013, l'activité économique guadeloupéenne manque de dynamisme dans la plupart des secteurs. Dans ce contexte, **l'activité bancaire** s'essouffle en début d'année. **Les financements consentis à l'économie** augmentent à un rythme ralenti (+0,8 % sur trois mois), marqués par le recul des crédits aux ménages (-0,6 %) et la perte de vigueur des crédits aux entreprises (+0,8 %). Sur un an, l'encours sain augmente de 2,7 %.

La collecte d'épargne montre également des signes de faiblesse, enregistrant une croissance plus modérée à fin mars (+1,1 % sur le trimestre). Cette timide hausse a été permise exclusivement par la progression de 4,0 % des placements liquides ou à court terme, les dépôts à vue s'inscrivant en léger retrait (-0,7 %) sur le trimestre.

Évolution des actifs financiers



Évolution des concours bancaires



UNE ACTIVITÉ DE FINANCEMENT QUI SE TASSE

Atonie persistante des crédits aux entreprises

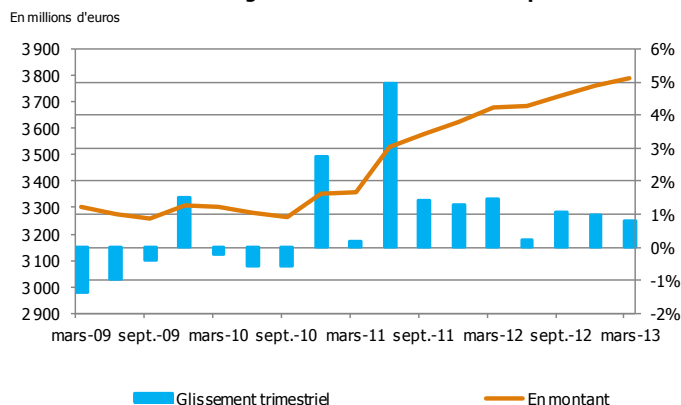
La morosité économique des derniers mois pèse sur **l'activité économique des entreprises**. L'encours enregistre en effet une faible progression en début d'année (+30,2 millions €, soit +0,8 %). L'évolution annuelle connaît pour sa part un net tassement (+3,1 % après +9,4 % en mars 2012).

Cette perte de vigueur est en partie liée à un moindre recours aux **crédits de court terme**, les entreprises du département cherchant pour la plupart à ajuster leurs charges et à assainir leur trésorerie. Ainsi, l'évolution trimestrielle de l'encours est négative (-6,5 %) pour le troisième trimestre consécutif. En rythme annuel, le constat est identique, avec un recul de 13,6 % (-46,2 millions €).

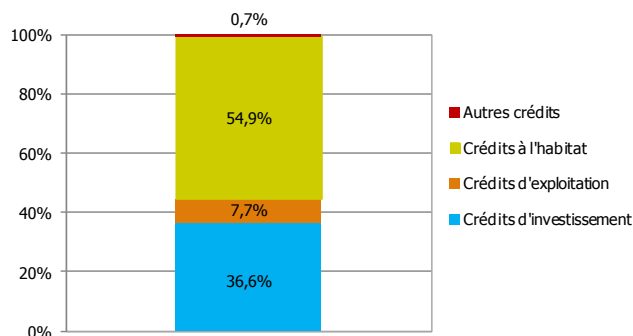
Dans un contexte économique toujours difficile, **les crédits immobiliers** résistent au premier trimestre 2013 : l'encours affiche un taux de croissance relativement stable sur le trimestre (+1,3 % après +1,5 % en décembre 2012). Sur douze mois, la croissance reste cependant soutenue (+9,9 %).

La reprise **des crédits d'investissement** observée en fin d'année semble fragile : l'encours continue de progresser mais à un rythme nettement moins dynamique (+1,6 % après +4,3 % en décembre 2012). Sur un an, les crédits d'investissement affichent un nouveau retrait (-28,1 millions €).

Évolution globale des crédits aux entreprises



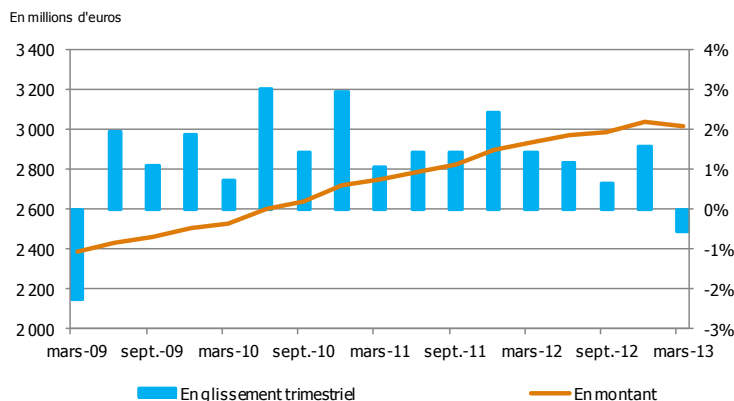
Répartition des crédits aux entreprises



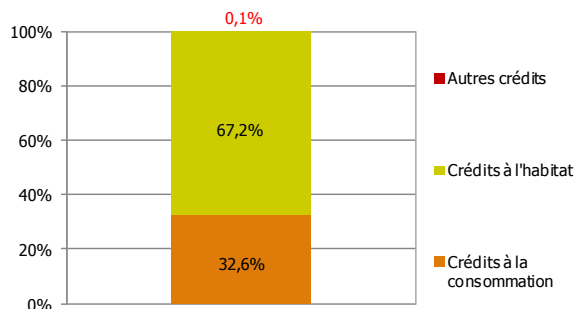
Recul des crédits aux ménages

Au premier trimestre 2013, l'encours sain **des crédits aux ménages** marque le pas, avec une diminution de 0,6 % sur trois mois. La croissance annuelle est de 2,8 %, soit la plus faible observée depuis fin 2009.

Évolution globale des crédits aux ménages



Répartition des crédits aux ménages



Le financement de la consommation baisse de 0,8 % après avoir connu une timide hausse au trimestre précédent (+0,7 %). Sur un an, l'encours stagne (+0,2 %). L'évolution observée tient essentiellement au recul de la consommation dans le département dans un contexte de tensions persistantes sur le marché du travail. Par ailleurs, les ventes de véhicules neufs diminuent de -13,8 % sur le trimestre et -7,8 % sur un an.

L'encours **des crédits à l'habitat**, qui représente 67,2 % de l'ensemble des crédits aux ménages guadeloupéens, est également en retrait sur le trimestre (-0,4 %). Quoique positif, le rythme de croissance annuel s'essouffle (+4,1 % soit +80,6 millions € après +7,1 % en décembre 2012).

Croissance moins marquée des crédits aux collectivités

Au premier trimestre 2013, les crédits alloués aux collectivités locales retrouvent un rythme de progression modéré, à 3,4 % (après +6,9 % au trimestre précédent). Ils enregistrent une légère hausse sur un an (+0,6 %). Les crédits d'investissement, moteurs de ce marché (96 % de l'ensemble), augmentent de 3,9 % (+31 millions €).

Nouvelle amélioration de la sinistralité en début d'année

À 534,9 millions €, l'encours **des créances douteuses brutes** de la place bancaire locale diminue, tant en rythme annuel (-1,0 %) que trimestriel (-2,8 %). **Le taux de créances douteuses brutes** s'améliore à nouveau pour atteindre 7,5 % (-0,3 point) à fin mars.

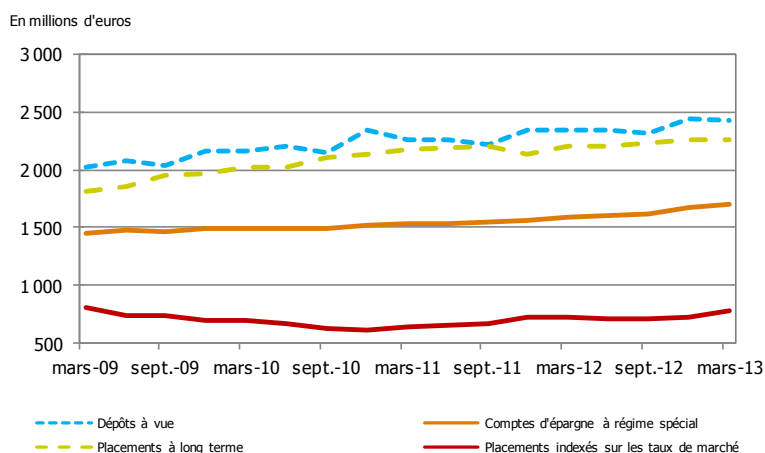
MOINDRE DYNAMISME DES ACTIFS FINANCIERS

L'encours **des actifs financiers des agents économiques de Guadeloupe** continue de progresser au premier trimestre, mais à un rythme nettement moins soutenu (+1,1 % soit +76 millions € après +3,3 % fin 2012).

Cette hausse est exclusivement imputable au dynamisme **des placements liquides ou à court terme**. Ces derniers augmentent en effet de 4,0 % sur trois mois et de 8,1 % sur un an. En parallèle, la reprise observée sur **les dépôts à vue** fin 2012 ne se confirme pas au premier trimestre : l'encours accuse une baisse de 0,7 % à fin mars. **L'épargne longue** stagne à 2,3 milliards € (-0,1 %).

Il est à noter, qu'en glissement annuel, l'encours des actifs financiers conserve une croissance dynamique à 4,7 % (+324,4 millions €).

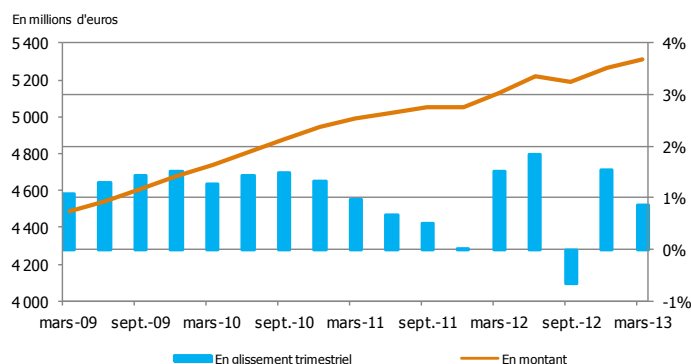
Évolution des principales composantes des actifs financiers



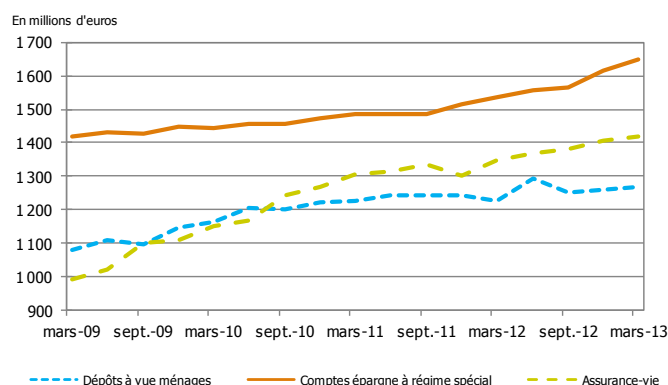
Légère hausse de l'épargne des ménages

Les **placements des ménages** continuent de croître mais à un rythme ralenti (+46 millions €, soit +0,9 %), après un léger rebond à fin décembre 2012 (+1,6 %). Sur un an, les placements des ménages progressent de 185,5 millions €, soit +3,6 % et totalisent 5,3 milliards € à fin mars 2013.

Évolution des actifs financiers des ménages



Évolution des principales composantes des placements des ménages



Les placements liquides ou à court terme affichent une augmentation de 1,8 %, tirée principalement par la hausse des livrets A (+18,2 millions €, soit +2,8 %) et des livrets de développement durable (+10,3 millions €, soit +6,0 %).

La croissance de **l'encours de l'épargne longue** accuse pour sa part un net ralentissement à fin mars 2013 : elle s'établit, en glissement trimestriel, à 0,2 % contre +1,7 % en décembre 2012.

L'encours des dépôts à vue des ménages enregistre un taux de progression stable sur le trimestre (+0,7 %). Sur un an, l'évolution reste plus dynamique (+3,6 %).

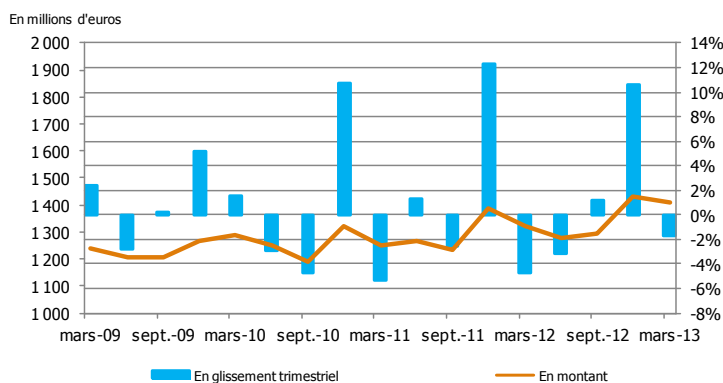
Contraction des placements des entreprises

Après avoir enregistré une croissance soutenue fin 2012 (+10,6 %), **les actifs financiers détenus par les sociétés non financières** connaissent un net recul au premier trimestre (- 24,1 millions €, soit -1,7 %). Ces derniers demeurent toutefois bien orientés en glissement annuel, enregistrant leur plus forte progression (+6,6 %) depuis mars 2008.

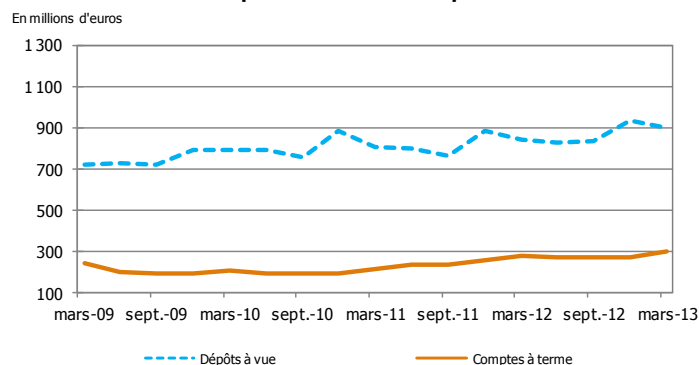
L'évolution observée est imputable à la contraction **des dépôts à vue** (-37,7 millions €, soit 4,0 %), reflétant notamment des tensions de trésorerie en début d'année. **L'épargne longue** s'inscrit en retrait pour le quatrième trimestre consécutif (-8,6 millions €, soit -18,6 %).

En revanche, les placements liquides ou à court terme affichent une bonne performance (+5,0 %), portés par la hausse marquée des comptes à terme (+9,8 %).

Évolution des actifs financiers des entreprises



Évolution des principales composantes des placements des entreprises



Bonne performance des placements des autres agents

Les placements des autres agents enregistrent un net rebond au quatrième trimestre. L'encours, à 450,4 millions €, progresse de 13,7 % (+54,2 millions €) sur trois mois, à la faveur du dynamisme des placements indexés sur les taux de marché.

MÉTHODOLOGIE

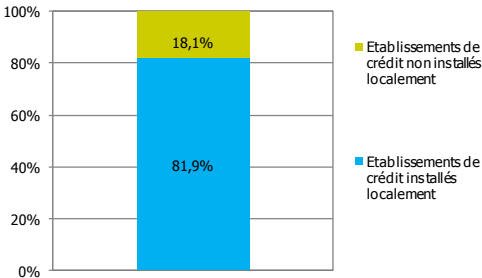
- L'ensemble des données concernent des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) des établissements de crédit. Le périmètre d'étude regroupe la Guadeloupe, Saint-Martin et Saint-Barthélemy.
- Les crédits présentés dans cette note concernent ceux accordés à l'ensemble des agents économiques présents sur le territoire, soit par les établissements de crédit disposant d'une implantation locale significative (établissements installés localement dits ECIL), soit ceux n'en détenant pas (établissement de crédits non installés localement dits ECNIL). Les actifs présentés sont ceux déposés par l'ensemble des agents économiques auprès de ces deux types d'établissements.
- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits par des ECIL, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas celles relatives aux opérations de compagnie d'assurance intervenant localement.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux particuliers, alors que les autres crédits apparaissent dans la catégorie des entreprises. Quant aux actifs des entrepreneurs individuels, ils sont comptabilisés dans les données des ménages.

TABLEAUX STATISTIQUES

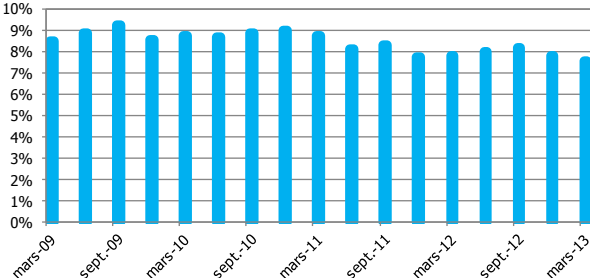
Les crédits à l'économie

	Montants en millions d'euros								Variations	
	mars-09	mars-10	mars-11	mars-12	juin-12	sept-12	déc-12	mars-13	1 an	1 trim
Entreprises										
Crédits d'exploitation	433,7	380,7	314,9	338,7	381,4	364,2	313,0	292,6	-13,6%	-6,5%
Créances commerciales	24,0	29,2	27,3	31,0	37,4	36,3	34,6	34,1	10,0%	-1,5%
Crédits de trésorerie	207,3	170,7	150,7	141,3	157,7	154,1	137,8	132,5	-6,3%	-3,8%
(dt) Entrepreneurs individuels	43,1	40,9	38,5	37,0	35,6	34,8	35,2	34,8	-6,0%	-1,4%
Comptes ordinaires débiteurs	180,2	158,7	108,6	137,6	158,4	149,7	115,5	105,0	-23,7%	-9,1%
Affecturage	22,2	22,1	28,3	28,8	27,9	24,1	25,1	21,0	-27,1%	-16,4%
Crédits d'investissement	1 362,4	1 312,3	1 316,3	1 416,5	1 331,1	1 309,6	1 366,5	1 388,3	-2,0%	1,6%
Crédits à l'équipement	1 147,3	1 073,3	1 072,6	1 172,8	1 083,6	1 070,2	1 128,8	1 146,7	-2,2%	1,6%
(dt) Entrepreneurs individuels	106,3	104,3	115,6	114,3	71,8	71,8	68,5	67,8	-40,7%	-1,0%
Crédit-bail	215,1	239,0	243,7	243,7	247,5	239,4	237,7	241,6	-0,9%	1,7%
Crédits à l'habitat	1 491,8	1 590,4	1 707,8	1 895,0	1 944,8	2 024,5	2 055,2	2 082,6	9,9%	1,3%
Autres crédits	16,8	18,1	21,4	25,9	26,5	25,4	25,5	26,8	3,5%	5,3%
Encours sain	3 304,7	3 301,5	3 360,5	3 676,1	3 683,7	3 723,7	3 760,1	3 790,3	3,1%	0,8%
Ménages										
Crédits à la consommation	860,6	900,9	958,3	983,3	988,6	986,4	993,7	985,7	0,2%	-0,8%
Crédits de trésorerie	776,0	824,5	879,9	902,4	908,9	906,4	918,0	908,6	0,7%	-1,0%
Comptes ordinaires débiteurs	47,9	45,5	50,9	53,5	52,5	54,0	50,3	52,2	-2,3%	3,8%
Crédit-bail	36,8	30,8	27,4	27,4	27,2	26,0	25,4	24,9	-9,4%	-2,2%
Crédits à l'habitat	1 526,0	1 624,1	1 786,9	1 949,4	1 978,2	1 999,8	2 039,0	2 029,9	4,1%	-0,4%
Autres crédits	1,8	1,4	1,7	3,3	3,4	3,2	3,7	3,6	8,6%	-2,2%
Encours sain	2 388,4	2 526,4	2 746,9	2 935,9	2 970,2	2 989,3	3 036,3	3 019,2	2,8%	-0,6%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	13,6	7,5	9,9	75,1	15,9	13,3	28,6	26,5	-64,8%	-7,4%
Crédits de trésorerie	12,5	6,8	9,3	11,4	13,9	11,3	17,2	16,2	42,9%	-5,5%
Comptes ordinaires débiteurs	1,1	0,7	0,6	63,8	2,0	1,9	11,4	10,3	-83,9%	-10,3%
Crédits d'investissement	620,4	695,7	725,4	778,5	735,7	763,0	802,3	833,3	7,0%	3,9%
Crédits à l'équipement	619,8	695,2	725,0	778,3	735,6	762,9	802,2	833,2	7,1%	3,9%
Autres crédits	12,8	11,3	11,6	9,3	9,0	8,8	8,5	8,5	-9,5%	-1,0%
Encours sain	646,9	714,5	746,9	863,0	760,7	785,2	839,4	868,2	0,6%	3,4%
Autres agents										
Encours sain	206,3	263,4	357,7	323,0	330,0	304,0	309,7	328,0	1,5%	5,9%
TOTAL										
Encours sain	6 546,4	6 805,8	7 211,9	7 798,0	7 744,6	7 802,2	7 945,6	8 005,7	2,7%	0,8%
dont ECNIL	723,4	1 247,6	1 295,7	1 418,1	1 401,1	1 405,3	1 430,3	1 445,3	1,9%	1,1%
Créances douteuses brutes	573,0	596,4	646,9	619,4	603,1	629,6	612,0	598,0	-3,4%	-2,3%
dont ECIL	539,1	533,5	567,9	540,6	552,2	567,8	550,4	534,9	-1,0%	-2,8%
Créances douteuses nettes	214,3	242,8	279,4	252,1	225,5	244,4	233,6	219,9	-12,8%	-5,9%
(dt) Entreprises	124,3	171,2	213,7	194,4	169,0	169,6	164,6	157,0	-19,3%	-4,6%
(dt) Ménages	77,8	66,2	58,3	48,4	55,6	53,1	48,4	54,1	11,8%	11,7%
Provisions	358,8	353,7	367,5	367,2	377,6	385,2	378,5	378,2	3,0%	-0,1%
Encours brut total	7 119,4	7 402,2	7 858,9	8 417,4	8 347,8	8 431,8	8 557,6	8 603,8	2,2%	0,5%
Taux de créances douteuses	8,0%	8,1%	8,2%	7,4%	7,2%	7,5%	7,2%	7,0%	-0,4pt(s)	-0,2pt(s)
dont ECIL	8,5%	8,8%	8,8%	7,8%	8,0%	8,2%	7,8%	7,5%	-0,3pt(s)	-0,3pt(s)
Taux de provisionnement	62,6%	59,3%	56,8%	59,3%	62,6%	61,2%	61,8%	63,2%	3,9pt(s)	1,4pt(s)

Répartition des concours bancaires sains



Évolution du taux de créances douteuses brutes des établissements installés localement



Les placements des agents économiques

	Montants en millions d'euros								Variations	
	mars-09	mars-10	mars-11	mars-12	juin-12	sept-12	déc-12	mars-13	1 an	1 trim
Sociétés non financières	1 238,6	1 288,4	1 249,6	1 320,3	1 278,8	1 293,3	1 431,0	1 406,9	6,6%	-1,7%
Dépôts à vue	718,9	788,8	804,5	844,0	829,0	832,6	937,0	899,3	6,6%	-4,0%
Placements liquides ou à court terme	474,6	448,2	391,3	420,7	398,3	412,7	447,5	469,8	11,7%	5,0%
Comptes d'épargne à régime spécial	2,4	2,9	4,2	1,8	3,6	4,7	3,5	3,9	115,1%	10,5%
Placements indexés sur les taux de marché	472,2	445,3	387,0	418,9	394,7	408,1	444,0	465,9	11,2%	4,9%
<i>dont comptes à terme</i>	241,4	206,5	216,5	275,8	270,7	268,3	273,4	300,2	8,9%	9,8%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	183,1	191,1	131,6	107,4	80,3	102,1	123,1	118,8	10,7%	-3,4%
<i>dont certificats de dépôt</i>	47,6	47,6	38,9	35,6	43,6	37,5	47,5	46,8	31,3%	-1,5%
Épargne à long terme	45,1	51,4	53,8	55,6	51,5	48,0	46,4	37,8	-32,0%	-18,6%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	22,2	24,5	28,2	25,5	24,4	19,4	18,4	17,1	-32,9%	-7,2%
Ménages	4 484,282	4 736,850	4 990,574	5 127,128	5 221,128	5 186,002	5 266,642	5 312,603	3,6%	0,9%
Dépôts à vue	1 081,5	1 164,7	1 224,8	1 225,1	1 294,6	1 251,6	1 260,0	1 269,1	3,6%	0,7%
Placements liquides ou à court terme	1 649,5	1 625,7	1 673,2	1 771,2	1 787,2	1 778,1	1 814,0	1 846,9	4,3%	1,8%
Comptes d'épargne à régime spécial	1 416,9	1 443,0	1 483,9	1 537,3	1 555,2	1 566,6	1 616,8	1 648,1	7,2%	1,9%
<i>dont livrets ordinaires</i>	612,5	616,2	618,7	628,3	632,5	639,1	630,7	637,9	1,5%	1,2%
<i>dont livrets A et bleus</i>	484,7	512,8	550,0	593,0	604,6	609,6	644,3	662,4	11,7%	2,8%
<i>dont livrets jeunes</i>	16,9	14,9	14,8	14,5	14,6	14,7	14,9	14,5	0,3%	-2,7%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	59,1	53,5	49,1	47,0	47,4	47,4	46,1	43,1	-8,2%	-6,5%
<i>dont livrets de développement durable</i>	134,2	135,6	138,9	143,8	145,4	145,6	170,9	181,2	26,0%	6,0%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	109,5	110,0	112,5	110,8	110,7	110,2	110,0	108,9	-1,8%	-1,0%
Placements indexés sur les taux de marché	232,6	182,7	189,3	233,9	232,0	211,5	197,2	198,9	-15,0%	0,8%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	159,6	123,7	138,2	195,1	193,3	178,0	164,9	169,2	-13,3%	2,6%
<i>dont bons de caisse</i>	0,9	0,8	0,8	0,8	0,7	0,7	0,7	0,7	-7,8%	-1,4%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	72,1	58,3	50,3	38,0	38,0	32,7	31,6	29,0	-23,7%	-8,4%
Épargne à long terme	1 753,2	1 946,4	2 092,6	2 130,8	2 139,4	2 156,3	2 192,6	2 196,5	3,1%	0,2%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	442,9	439,7	445,4	448,6	449,7	447,5	457,1	457,5	2,0%	0,1%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	82,9	80,2	74,6	70,8	69,9	69,2	69,7	68,9	-2,6%	-1,2%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	6,8	6,8	6,0	5,7	5,6	5,8	5,5	5,4	-5,3%	-0,2%
<i>dont portefeuille titre</i>	150,3	182,7	187,0	193,7	184,9	190,7	192,4	187,0	-3,4%	-2,8%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	79,5	85,9	74,8	62,9	59,8	60,2	61,3	59,1	-6,0%	-3,6%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	990,9	1 151,1	1 304,7	1 349,1	1 369,5	1 383,0	1 406,5	1 418,5	5,1%	0,8%
Autres agents	390,5	332,7	369,1	398,1	377,3	384,6	396,2	450,4	13,1%	13,7%
Dépôts à vue	223,3	201,1	235,2	267,4	223,8	223,1	240,7	253,1	-5,3%	5,2%
Placements liquides ou à court terme	150,2	112,9	107,0	113,0	134,9	142,3	136,0	176,0	55,7%	29,4%
Comptes d'épargne à régime spécial	38,0	42,3	44,5	45,7	48,0	49,7	55,2	54,6	19,4%	-1,0%
Placements indexés sur les taux de marché	112,2	70,6	62,6	67,3	86,9	92,6	80,8	121,4	80,4%	50,2%
<i>dont comptes à terme</i>	70,1	39,7	20,1	39,4	56,0	69,3	60,3	59,7	51,5%	-1,0%
Épargne à long terme	17,0	18,7	26,8	17,7	18,6	19,2	19,5	21,2	20,3%	8,8%
Total actifs financiers	6 113,3	6 358,0	6 609,3	6 845,5	6 877,2	6 863,9	7 093,8	7 169,8	4,7%	1,1%
Dépôts à vue	2 023,8	2 154,7	2 264,6	2 336,5	2 347,4	2 307,3	2 437,7	2 421,6	3,6%	-0,7%
Placements liquides ou à court terme	2 274,3	2 186,9	2 171,5	2 304,8	2 320,4	2 333,1	2 397,5	2 492,7	8,1%	4,0%
Comptes d'épargne à régime spécial	1 457,3	1 488,2	1 532,7	1 584,8	1 606,7	1 621,0	1 675,5	1 706,5	7,7%	1,9%
<i>dont livrets ordinaires</i>	638,3	642,1	648,2	660,1	667,1	675,1	670,7	676,8	2,5%	0,9%
<i>dont livrets A et bleus</i>	490,9	521,6	568,9	608,8	621,4	627,9	662,7	681,7	12,0%	2,9%
<i>dont livrets jeunes</i>	16,9	14,9	14,8	14,5	14,6	14,7	14,9	14,5	0,3%	-2,7%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	59,1	53,5	49,1	47,0	47,4	47,4	46,1	43,1	-8,2%	-6,5%
<i>dont livrets de développement durable</i>	134,2	135,6	139,0	143,9	145,4	145,6	171,0	181,3	26,0%	6,0%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	109,5	110,0	112,6	110,9	110,8	110,3	110,0	108,9	-1,7%	-1,0%
Placements indexés sur les taux de marché	817,0	698,7	638,9	720,0	713,7	712,1	722,0	786,1	9,2%	8,9%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	471,1	369,9	374,8	510,3	520,0	515,6	498,5	529,1	3,7%	6,1%
<i>dont bons de caisse</i>	1,3	1,2	1,8	1,7	1,4	1,4	1,4	1,3	-23,5%	-7,2%
<i>dont certificats de dépôt</i>	47,6	47,6	38,9	35,6	43,6	37,5	47,5	46,8	31,3%	-1,5%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	297,1	280,0	223,4	172,4	148,6	157,5	174,6	209,0	21,2%	19,7%
Épargne à long terme	1 815,289	2 016,418	2 173,185	2 204,120	2 209,407	2 223,467	2 258,579	2 255,562	2,3%	-0,1%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	442,929	439,697	445,6	448,9	450,0	447,8	457,4	457,8	2,0%	0,1%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	82,852	80,232	74,7	70,8	69,9	69,2	69,7	68,9	-2,7%	-1,2%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	6,803	6,778	6,0	5,7	5,6	5,8	5,5	5,4	-5,3%	-0,2%
<i>dont actions</i>	48,096	66,425	72,9	59,6	52,5	52,9	53,4	50,1	-16,0%	-6,1%
<i>dont obligations</i>	131,384	151,708	151,9	172,7	167,6	175,7	176,5	167,1	-3,2%	-5,3%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	111,813	120,388	117,2	97,1	94,1	89,1	89,6	87,6	-9,8%	-2,2%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	991,412	1 151,190	1 304,9	1 349,2	1 369,6	1 383,1	1 406,6	1 418,5	5,1%	0,8%

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : C. APANON
Éditeur et imprimeur : IEDOM - Achévé d'imprimer : juin 2013